

ÉNERGIE EST : FAIRE TOMBER DES MASQUES

Dernièrement, en parlant du projet Oléoduc Énergie Est de TransCanada, Michel Trépanier, président du Conseil provincial du Québec des métiers de la construction, et Stéphane Forget, président-directeur général intérimaire de la Fédération des chambres de commerce du Québec, affirmaient qu'«il serait maladroit de ne pas prendre en considération l'impact économique d'un tel projet¹».

Alors, allons-y!

JEAN-YVES PROULX

CŒUR ET CENTRE-DU-QUÉBEC (04) CAP-DE-LA-MADELEINE (G)

SUBVENTIONS QUI FAUSSENT LA DONNE

En 2015, le Fonds monétaire international (FMI) évaluait à 5,3 milliards de dollars les subventions que touche l'industrie pétrolière dans le monde². Au Canada en 2010, c'est 2,8 milliards de dollars que leur donnent les gouvernements³. En 2015, on⁴ estimait à 1,3 milliard de dollars ce que leur accorde à lui seul le palier fédéral, ce Canada qui participait récemment à la Conférence de Paris sur le climat (COP21) et qui prétend vouloir réduire ses émissions de gaz à effet de serre...

« Le versement de ces subventions faramineuses aux combustibles fossiles fausse les marchés et affaiblit les économies... », nous rappelle Nicholas Stern⁵, économiste à la London School of Economics. On en arrive ainsi à croire que le coût des énergies vertes est beaucoup trop élevé par rapport au prix du pétrole, repoussant ainsi l'inévitable transition.

« De 2009 à 2015, le gouvernement Harper a dépensé plus de 100 millions de fonds publics en publicité pour convaincre les Canadiens que l'exploitation des sables bitumineux est la voie de l'avenir.⁶ »

CRÉATION D'EMPLOIS?

Bien que sur son site Web⁷ TransCanada parle pour le Québec de la création de 33 emplois directs par année, les porte-parole de la coalition patronale et syndicale Trépanier-Forget nous font miroiter « plus de 14 000 emplois directs et indirects créés sur une période de neuf ans, dont le quart serait au Québec⁸ ».

Détourner les montants accordés en subventions aux énergies fossiles vers les secteurs des énergies renouvelables, des transports en commun et de l'efficacité énergétique entraînerait la création de 17 000 à 20 000 emplois, soutient Naomi Klein⁹. Ce qu'affirme aussi la FTQ¹⁰.

Mieux encore, dans *Le Québec économique V*, sous la direction de Luc Godbout, l'économiste Serge Coulombe évalue que « dans les deux économies (Québec, Ontario), l'importance des exportations manufacturières dans le PIB a chuté de près de 30 % au cours de la période (2001 à 2008)¹¹ » conséquence directe de l'appréciation du dollar canadien due principalement à l'exportation pétrolière, ce qu'on appelle communément le « mal hollandais ».

Le prix du pétrole étant maintenant à la baisse, non seulement l'Alberta est en déficit, mais le Québec et l'Ontario



LE PROJET OLÉODUC ÉNERGIE EST

Le 30 octobre 2014, la compagnie TransCanada a déposé officiellement son projet Oléoduc Énergie Est à l'Office national de l'énergie. Le pipeline couvrirait 4 600 km à partir de Hardisty, en Alberta, jusqu'à Saint-John, au Nouveau Brunswick, en passant par la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario et le Québec. Au Québec, l'oléoduc traverserait neuf régions administratives.

De ces 4 600 km, 3 000 km existent déjà sous forme de gazoduc construit entre 1958 et 1973. Ce gazoduc serait converti pour acheminer du pétrole lourd. Le reste du pipeline, c'est-à-dire 1 600 km, à partir de Cornwall en Ontario, serait une nouvelle construction. Le projet coûtera 16 milliards de dollars et transportera 1,1 million de barils par jour (l'équivalent de plus de 175 millions de litres par jour), ce qui en fait l'un des plus grands projets de pipeline en ce moment en Amérique de Nord, surpassant le projet Keystone XL aux États-Unis.

Source : Équiterre



n'ont toujours pas réussi à reprendre le terrain perdu¹².

RETOMBÉES FISCALES?

Ces subventions versées aux énergies fossiles sont supérieures aux impôts que verse cette industrie, estime l'Institut Pembina¹³. Il s'agit de sommes quasi équivalentes au budget total d'Environnement Canada, ajoute le même institut.

Quant à lui, le FMI estime que ces « taxes appliquées à l'énergie ne sont pas suffisantes pour compenser tous les effets négatifs

L'EXEMPLE DES PARCS À CHARBON

On peut trouver dans l'histoire récente de quoi réfléchir, nous indique l'ancien économiste en chef de la CIBC : « Il n'y a pas si longtemps, ceux qui investissaient dans les parcs à charbon dormaient à poings fermés, persuadés que la croissance économique rapide, attribuable au charbon, se poursuivrait éternellement et que les coûts engendrés par une diminution radicale des émissions de carbone seraient tellement prohibitifs qu'aucun pays n'aurait les moyens de s'attaquer à ce problème. Tel était l'état d'esprit de l'ex-premier ministre Harper lorsqu'il a affronté affirmé qu'aucun État n'adopterait de mesures de réduction des émissions parce qu'elles nuiraient à son économie. [...] Le prix de la tonne métrique de charbon thermique est passé de plus de 140 \$ US en 2011 à moins de 60 \$ US. Cette baisse a entraîné la fermeture de mines en Australie, en Colombie-Britannique et ailleurs, et a fait chuter le cours des actions des entreprises houillères.¹⁸ »

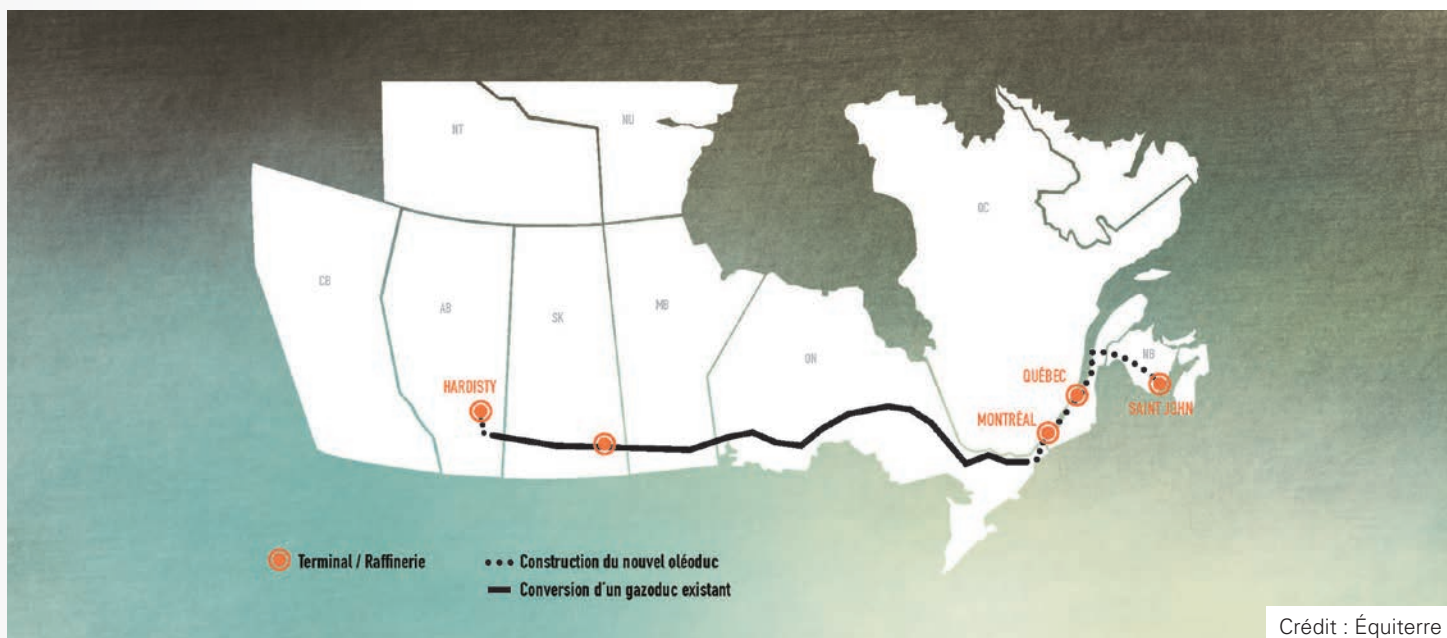
de la surconsommation d'énergie, notamment sur l'environnement; autrement dit, les externalités sont laissées à l'État¹⁴ » ... et les profits aux pétrolières.

Aucune surprise : en 2014, le magazine *Canadian Business* nous apprenait que TransCanada Corp, Canadian Natural Resources Ltd, Enbridge Inc et Suncor Energy Inc se retrouvent parmi les dix entreprises qui paient le moins d'impôts au Canada¹⁵.

D'ailleurs, dans *Paying taxes 2016*¹⁶, sur 189 pays, la Banque mondiale et PricewaterhouseCoopers classent le Canada au 9^e rang des pays qui taxent le moins la grande entreprise alors que les États-Unis se situent au 53^e rang de ce même palmarès.

UN INVESTISSEMENT À LONG TERME

L'an dernier, Marc Carney, gouverneur de la Banque d'Angleterre, autrefois gouverneur de la Banque du Canada, servait aux Canadiens une sévère mise en garde¹⁷ : « Si les entreprises tenaient honnêtement compte du coût réel lié à un arrêt du réchauffement climatique, la vaste majorité des réserves mondiales de pétrole, de gaz et de charbon ne seraient jamais extraites du sol. Il faudrait



Crédit : Équiterre

renoncer à les extraire... Plusieurs des oléoducs que l'on prévoit construire pour transporter ce pétrole ne seraient plus nécessaires. Enfin, la valeur marchande des entreprises prêtes à exploiter ces réserves s'effondrerait. »

« Le nombre d'événements climatiques extrêmes a triplé ces quelques dernières décennies... et le coût des réclamations attribuables à ceux-ci a été multiplié par cinq pendant cette période¹⁹ », nous rappelle M. Carney.

On estime la durée de vie d'Énergie Est à au moins 40 ans²⁰.

Un rien peut tout faire basculer quand on met tous ses œufs dans le même panier. En avril 2016, faisant suite à la baisse des prix du pétrole, le déficit de l'Alberta se chiffrait à 2 500 \$ par habitant, celui de Terre-Neuve à 3 400 \$ alors que celui du Québec se situait à... 306 \$ par habitant²¹.

UNE CERTAINE GOUVERNANCE

S'il est « normal » que les chambres de commerce et certains syndicats fassent passer le bien de leurs membres avant le bien commun, qu'en est-il d'un État qui semble plus près des intérêts de la grande entreprise que de ceux de ses citoyens? ♦



¹ ICI Radio-Canada – <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2016/08/26/003-oleoduc-energie-est-pipeline-coalition-appui-economie-emplois-retombees.shtml>.

² *The Guardian* – <https://www.theguardian.com/environment/2015/may/18/fossil-fuel-companies-getting-10-m-a-minute-in-subsidies-says-imf>.

³ CTV – <http://www.ctvnews.ca/canada-s-oilpatch-subsidies-said-to-total-2-8b-1.570200>.

⁴ KLEIN, Naomi. *Tout peut changer*, Lux, 2015, page 151.

⁵ *The Guardian* – <https://www.theguardian.com/environment/2015/may/18/fossil-fuel-companies-getting-10-m-a-minute-in-subsidies-says-imf>.

⁶ RUBIN, Jeff. *La bulle du carbone, que ferons-nous quand elle explosera?*, Hurtubise, 2016-02-11, p. 83.

⁷ <http://www.oleoducenergieest.com/benefices/croissance-economique-dans-les-provinces/>.

⁸ ICI Radio-Canada – <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2016/08/26/003-oleoduc-energie-est-pipeline-coalition-appui-economie-emplois-retombees.shtml>.

⁹ KLEIN, Naomi. *Tout peut changer*, Lux, 2015, page 151.

¹⁰ *Le Devoir* – <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/477470/oleoduc-energie-est-la-ftq-s-oppose-malgre-les-dissensions>.

¹¹ *Le Québec économique V (2013-2014). Les grands enjeux des finances publiques*, sous la direction de Luc Godbout et Marcelin Joanis, PUL, 2014, page 190.

¹² <http://www.journaldemontreal.com/2016/10/09/le-gouverneur-de-la-banque-du-canada-intrigue-par-la-faiblesse-des-exportations-canadiennes>.

¹³ Institut Pembina – <http://www.pembina.org/reports/fossil-fuel-subsidies.pdf>.

¹⁴ FMI – <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2015/09/28/04/53/sp032713>.

¹⁵ *Canadian Business* – <http://www.canadianbusiness.com/companies-and-industries/complete-ranking-companies-paying-lowest-taxes/>.

¹⁶ Banque mondiale – <https://www.pwc.com/gx/en/paying-taxes-2016/paying-taxes-2016.pdf>.

¹⁷ *The Globe and Mail* – <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/economy/canada-should-listen-to-mark-carneys-views-on-costs-of-climate-change/article26602789/>.

¹⁸ RUBIN, Jeff. op. cit., p. 193.

¹⁹ *Le Devoir* – <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/475663/les-societes-doivent-tenir-compte-des-changements-climatiques>.

²⁰ *Le Devoir* – <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/478871/energie-est-l-office-national-de-l-energie-annule-toute-les-audiences-publiques>.

²¹ *La Presse* – <http://affaires.lapresse.ca/opinions/chroniques/francis-vailles/201604/15/01-4971822-les-deficits-du-quebec-de-la-petite-biere.php>.